

ECA

Société anonyme au capital de 3 319 565 €

Siège social : 262, rue des Frères Lumière ZI Toulon Est

83130 La Garde

562 011 528 RCS Toulon

**ACTUALISATION DU
DOCUMENT DE REFERENCE 2011
DEPOSEE LE 17 DECEMBRE 2012**



La présente actualisation du document de référence 2011 a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 décembre 2012, conformément à l'article 212-13 IV du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Elle complète le document de référence 2011 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 avril 2012 sous le numéro D.12-0407. Le document de référence et son actualisation ne peuvent être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire

Des exemplaires du document de référence 2011 et de la présente actualisation sont disponibles sans frais au siège social de la société, 262, rue des frères Lumière ZI Toulon Est - 83130 LA GARDE et sur son site internet (www.ecagroup.com) ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

SOMMAIRE – TABLE THEMATIQUE

PREAMBULE	4
1. PERSONNES RESPONSABLES	5
1.1. IDENTITE ET FONCTION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ACTUALISATION	5
1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ACTUALISATION	5
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	5
2.1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES	5
2.2. COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS	5
3. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	7
I - RAPPORT D'ACTIVITE	7
ACTIVITES ET FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE	7
PERIMETRE - ORGANISATION	8
RISQUES, INCERTITUDES ET PERSPECTIVES DU SECOND SEMESTRE	9
PARTIES LIEES	9
II- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	10
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES	15
III- ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL	25
IV - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012	26
4. COMMUNIQUEES DE PRESSE RECENTS	27
4.1 02/07/2012 : JUGEMENT EN PREMIERE INSTANCE DANS LE CADRE D'UNE ACTION RELATIVE A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE	27
4.2 04/07/2012 : ECA RENFORCE SON OFFRE EN GUERRE DES MINES AVEC UN NOUVEAU CONTRAT DE LA MARINE INDIENNE	27
4.3 26/07/2012 : CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER SEMESTRE 2012	28
4.4 10/09/2012 : RESULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2012	29
4.5 23/10/2012 : PUBLICATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU TROISIEME TRIMESTRE 2012	30
4.6 07/11/2012 : INFORMATION RELATIVE AU LITIGE AVEC BRITISH AEROSPACE	30
4.7 13/11/2012 : RAPHAËL GORGE EST NOMME PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL D'ECA	31
4.8 11/12/2012 : POINT SUR L'ACTIVITE	31
5 INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES SELECTIONNEES	33
6. FACTEURS DE RISQUES	33

RISQUES JURIDIQUES	33
RISQUE DE CREDIT	34
RISQUE DE TAUX – COVENANTS FINANCIERS	34
RISQUE DE LIQUIDITE	35
RISQUES OPERATIONNELS	35
<u>7. ORGANIGRAMME</u>	35
<u>8. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE</u>	37
MEMBRE DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION GENERALE	37
CONFLITS D'INTERETS	37
<u>9. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION</u>	37
ECHANCE ET DUREE DES MANDATS DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	37
<u>10. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</u>	38
REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 30 NOVEMBRE 2012	38
<u>11. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS</u>	38
<u>12. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</u>	38
MONTANT DU CAPITAL SOUSCRIT ET CAPITAL POTENTIEL	38
CAPITAL AUTORISE NON EMIS	39
AUTO-CONTROLE	39
TABLEAU D'EVOLUTION HISTORIQUE DU CAPITAL SOCIAL	40
<u>13. SOMMAIRE / TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE (ANNEXE 1 DU REGLEMENT EUROPEEN 809/2004 DU 29 AVRIL 2004)</u>	41

PREAMBULE

La présente Actualisation a pour seul objet la mise à jour des informations figurant dans le document de référence 2011.

Les renseignements fournis dans le document de référence 2011 déposé le 25 avril 2012 auprès de l'AMF sous le numéro D.12-0407 demeurent valables sous réserve des compléments et actualisations figurant ci-après.

Dès lors et concernant les informations ne nécessitant aucune mise à jour depuis le dépôt dudit document de référence en date du 25 avril 2012, nous vous invitons à vous reporter à la table de concordance mentionnant les principales rubriques exigées par le règlement européen n° 809/2004 pris en application de la Directive « prospectus », figurant en page 41 de la présente Actualisation.

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. Identité et fonction du responsable du document d'actualisation

Monsieur Raphaël Gorgé,
Président Directeur Général ECA
finance@ecagroup.com

1.2. Attestation du responsable du document d'actualisation

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

La Société a obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente Actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les informations financières semestrielles présentées dans ce document ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant à la page 21 du rapport semestriel 30 Juin 2012. Ce rapport comportait une observation sur la note 1.4 de l'annexe, qui expose l'incidence dans les comptes au 30 juin 2012 de la condamnation en première instance de la société dans le cadre d'un litige qui l'oppose à la société BAé.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant aux pages 92 à 93 (comptes consolidés 2011) et aux pages 94 à 95 (comptes annuels 2011) du document de référence 2011.

Les informations financières incorporées dans le document de référence 2011 par référence aux exercices 2010 et 2009 avaient fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant dans les précédents documents de référence 2010 (pages 95 et 97) et 2009 (pages 83 et 109). Les rapports sur les comptes consolidés 2009 et 2010 comportaient des observations. En 2009, une note mentionnait des corrections d'erreurs qui ont été comptabilisées de manière rétrospective conformément aux dispositions de la norme IAS 8. En 2010, une note mentionnait le traitement comptable adopté dans les comptes consolidés concernant la CVAE.

Fait à La Garde, le 17 décembre 2012

Raphaël Gorgé
Président-Directeur Général

2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

2.1. Commissaires aux Comptes titulaires

BDO France - ABPR Ile de France
7, rue du Parc de Clagny
78 000 Versailles

Commissaire aux comptes de la société nommé par l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2010 pour un mandat de six exercices expirant après l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

MAZARS
Exaltis
61, rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie

Commissaire aux comptes de la société nommé par l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2010 pour un mandat de six exercices expirant après l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

2.2. Commissaires aux Comptes suppléants

DYNA2
15, rue des Favorites
75 015 Paris

Commissaire aux comptes suppléant de la société nommé par l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2010 pour un mandat de six exercices expirant après l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 (*première nomination*).

Monsieur Guillaume POTEL

Exaltis
61, rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie

Commissaire aux comptes suppléant de la société nommé par l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2010 pour un mandat de six exercices expirant après l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

3. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I - Rapport d'activité

Activités et Faits marquants du premier semestre

L'activité du 1^{er} semestre.

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2012 s'élève à 45,8 M€ en diminution de 19% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette diminution résulte pour l'essentiel d'une moindre contribution au chiffre d'affaires de l'activité systèmes d'assemblage A 350 XWB dont les tranches fermes s'achèveront fin 2012, les tranches conditionnelles correspondant à la montée en cadence de production étant, quant à elle toujours en négociation avec AIRBUS.

La répartition entre les secteurs Défense-Robotique et Civil-Aéronautique s'est rééquilibrée avec 50,2% du chiffre d'affaires réalisé dans le secteur Défense / Robotique et 49,8% dans le secteur Civil / Aéronautique.

Ce retour à un équilibre Civil / Défense tient à la diminution mécanique du chiffre d'affaires des affaires Airbus A 350 XWB.

Le résultat opérationnel courant au 30 juin 2012 s'élève à -0,9 M€, soit -1,9% du chiffre d'affaires contre 0,5 M€ en 2011. Ce retrait sensible est le résultat de plusieurs facteurs : l'allongement des délais de notification du secteur Défense a impacté plusieurs filiales qui sur la période n'atteignent pas leur point d'équilibre; les productions sur le programme A350 XWB sont en baisse de volume.

Une provision de 6,2 M€ a été comptabilisée à la suite du jugement du TGI de Paris le 29 juin 2012 dans le cadre du litige qui oppose la société à BAé Systems PLC et classée en « produits et charges non récurrents » du compte de résultat du premier semestre 2012, impactant ainsi le résultat opérationnel, qui de ce fait s'élève à -7,1 M€ au 30 juin 2012.

Le résultat net part du groupe ressort à -5,1 M€ soit -11,1% du chiffre d'affaires contre 0,1 M€ en 2011.

Les prises de commandes du semestre s'élèvent à 40,2 M€ contre 51,7 M€ au 1^{er} semestre 2011. La base de comparaison du 1^{er} semestre 2011 était élevée, néanmoins plusieurs décalages ont été constatés, en particulier dans le secteur de la Défense (totalisant environ 10 M€ de report sur le 2^{ème} semestre), et dans le secteur Civil/Aéronautique avec des reports de contrats pour la montée en cadence de production de l'A 350 XWB.

Parmi les commandes significatives enregistrées, on peut citer les contrats de la Marine Indienne pour deux Centres Informatiques de traitement des données de Guerre des Mines, l'affermissement de la tranche conditionnelle de la DGA pour la fourniture de 4 AUV portables supplémentaires pour le Groupe des Plongeurs Démineurs de la Marine Nationale, une commande supplémentaire d'un AUV A9 pour les Japan Coast Guards, plusieurs contrats de DCNS pour les sous-marins 2 et 3 du programme BARRACUDA, plusieurs contrats pour des simulateurs aéronautiques TST A 320 notamment pour SPIRIT AIRLINES aux USA et CHINA EASTERN AIRLINES en Chine.

Au 30 juin 2012 le carnet de commandes (à l'avancement) s'élève à 73,6 M€, et le carnet des offres demeure à un niveau très important en particulier en Asie et dans les pays du Golfe Persique.

La dette nette ressort à 6.1 M€ en augmentation par rapport à celle du 31 décembre 2011 (2.0 M€) en raison de décaissements importants pour régler des sous-traitants des projets A 350 XWB et du manque d'encaissements d'avances sur les contrats dont la notification est reportée au second semestre.

Secteur Défense-Robotique (50,2% du CA, 23 M€, quasi stabilité)

Dans le domaine de la Robotique Navale nous avons poursuivi les développements du démonstrateur ESPADON qui permettra de faire valider par la Marine Nationale les concepts d'emploi des technologies de la Robotique (AUV déployable depuis un USV). En particulier l'AUV de taille moyenne (450 Kg) qui constituera le futur produit A 18, formant ainsi avec l'A9 et l'A27 une gamme complète d'AUV dédiés à la surveillance maritime, à la Guerre des Mines et à l'Hydrographie.

La candidature d'ECA a par ailleurs été retenue par l'OCCAR (Organisation Conjointe pour la Coopération dans l'Armement) pour participer au dialogue compétitif du projet MMCM de coopération entre la France et le Royaume Uni (Traité de Lancaster House de Novembre 2010). Ce projet de coopération doit permettre de développer des solutions robotisées dérisquées et qualifiées pour un déploiement dans les Marines des deux pays à un horizon de quatre ans. Cependant ce projet ne donnera lieu à contrat que fin 2013.

L'activité des rechanges et consommables pour les PAP reste stable par rapport à la période précédente.

Dans le secteur des Equipements Navals, l'exemplaire n° 1 du Moteur Electrique de Propulsion du BARRACUDA a été livré à DCNS et les exemplaires des sous-marins 2 et 3 sont en construction, les Postes de Pilotage des SCORPENES pour la Marine Indienne sont en cours de recette par le client.

Le secteur de la Simulation Navale est marqué par une activité soutenue consécutive au développement des simulateurs de navigation pour le Bangladesh, les dernières livraisons de SIMULNAV à la Marine Nationale et une tranche complémentaire du contrat avec FEMAR au Brésil. Le carnet d'offres dans ce secteur est très élevé avec des perspectives importantes de contrats à moyen terme.

Le secteur Terrestre est marqué par la livraison des robots COBRA commandés par la DGA dans le cadre d'une Urgence Opérationnelle ; ils sont en partie déployés en Afghanistan. ECA a également poursuivi dans ce secteur plusieurs projets de R&D financés afin d'augmenter les capacités opérationnelles et diminuer la charge des opérateurs.

Dans le secteur du Nucléaire et de l'Industrie, l'entreprise a poursuivi ses contrats en cours pour NUVIA, ASTRIUM, AREVA et EDF. Elle a également remporté en fin de semestre un contrat pour la réalisation d'un transbordeur automatisé de bateaux de plaisance, ce contrat devrait être dupliqué sur plusieurs sites dans les années à venir.

Aux Etats-Unis les filiales SSI et dans une moindre mesure Triton Imaging souffrent des gels des budgets militaires. L'activité de SSI a été recentrée sur les produits phares de simulation, à savoir le TST A 320 dont plusieurs exemplaires ont été livrés à SPIRIT AIRLINES, et le simulateur de poids lourds (EF Truck Motion) qui a été adapté au marché US.

La filiale ECA CSIP au Royaume Uni est mise en vente conformément aux décisions prises en fin d'année dernière. Des discussions avancées sont en cours avec un groupe américain qui souhaite développer son implantation au Royaume Uni.

L'effort de R&D s'est poursuivi à un rythme cependant moins soutenu que les mois précédents en raison de la surcharge des équipes sur les contrats clients, et d'une volonté de ne pas faire croître les effectifs.

Secteur Civil – Aéronautique (49.8% du CA, 22,8 M€ en diminution de -30,6%)

Trois filiales du Groupe sont présentes sur ce secteur : ECA CNAI pour les Systèmes d'Assemblage de Structures d'Aéronefs, ECA Sinters pour les bancs de test, les GSE et les équipements embarqués, et ECA Faros pour la simulation Aéronautique et Terrestre. Le niveau élevé des ventes d'avions, et en particulier l'excellente performance commerciale d'AIRBUS laissent présager une activité soutenue pour nos filiales pour accompagner l'avionneur dans ses opérations de montée en cadence des productions et sur les nouveaux programmes comme l'A 320 NEO.

Dans le secteur des Systèmes d'Assemblage de Structures d'Aéronefs le niveau d'activité se situe comme annoncé en retrait par rapport au 1^{er} semestre 2011, qui constituait une base de comparaison très élevée. Des négociations sont en cours pour une deuxième ligne de production de la KEELBEAM, dont la définition n'est pas encore figée, avec la prise en compte de la version 1000 de l'avion. La contractualisation de la seconde ligne PREFAL est réalisée lot par lot. Les deux premiers avaient été commandés en fin 2011, les suivants seront étalés dans le temps. En tout état de cause les contrats liés à la montée en cadence de production de l'A 350 XWB ne devraient que peu contribuer au chiffre d'affaires de l'exercice. Cependant la filiale a été notifiée de plusieurs contrats sur d'autres programmes, et avec des équipementiers dans le cadre de ses actions de diversification de clientèle.

ECA Sinters, sur le même programme A 350XWB est en phase de livraison des bancs de test de la FAL (contrat en consortium avec EADS Tests & Services). L'activité de ventes de GSE continue à bien se comporter.

Dans le secteur de la Simulation (Terrestre et Aéronautique), ECA Faros enregistre une activité comparable à celle du 1^{er} semestre 2011 (hors vente exceptionnelle de serveurs informatiques en 2011), avec de belles perspectives en Chine et en Russie.

Périmètre - Organisation

Aucune acquisition n'est intervenue au 1^{er} semestre 2011. La société poursuit cependant sa recherche de cibles de croissance externe en vue d'accélérer sa stratégie de développement, soit par acquisition de nouvelles briques technologiques, soit pour accéder à certains marchés. A ce jour plusieurs discussions sont en cours sans pouvoir dire si elles aboutiront.

La cession d'ECA CSIP n'a pas encore abouti.

Une filiale va être créée au début du second semestre à Belem au Brésil dans le cadre de contrats avec FEMAR pour optimiser les taxes d'importations, la filiale ECA America Latina à Rio de Janeiro ne pouvant pas être utilisée à cet effet car n'étant pas située dans le même Etat que le client final. Cette nouvelle filiale sera dissoute à la fin de ces contrats. Elle sera détenue à 100% par ECA SINDEL.

Risques, incertitudes et perspectives du second semestre

Au cours du semestre le profil d'exposition aux risques est resté similaire à celui de l'année précédente. Celui-ci est décrit dans notre Document de Référence 2011.

Néanmoins le litige avec BAé sur un sujet de Propriété Intellectuelle a été jugé en 1^{ère} instance. Par jugement en date du 29 juin 2012, le TGI de Paris a débouté ECA de sa requête en nullité du brevet de BAé, elle a en conséquence été jugée contrefaisante des revendications de ce brevet et condamnée en conséquence (voir communiqué de presse du 3 juillet 2012). ECA a interjeté Appel de cette décision et saisi le Président de la Cour d'Appel de Paris en référé en vue d'obtenir une suspension de l'exécution de la partie financière de la condamnation. L'audience de référé a été fixée au 17 octobre 2012.

ECA a, en conséquence, provisionné dans ses comptes une somme de 6,2 M€, correspondant à la totalité de l'indemnité provisionnelle et aux frais accessoires du jugement en première instance, classé en « produits et charges non récurrents » au compte de résultat, qui impacte défavorablement le 1^{er} semestre. ECA conteste l'évaluation de cette indemnité.

Pour l'année 2012 nous anticipons une baisse sensible du chiffre d'affaires par rapport à 2011. Celle-ci résultera d'une part de la baisse anticipée de l'activité Systèmes d'Assemblage A 350 XWB, et d'autre part de reports de contrats sur le 2^{ème} semestre en particulier dans le secteur de la Défense. En effet la crise économique et financière des pays occidentaux conduit à des réductions budgétaires et des reports d'opérations, et malgré un carnet d'offres toujours en augmentation sensible dans les pays émergents, les délais de contractualisation par ces Etats restent souvent imprévisibles.

En tout état de cause le chiffre d'affaires du second semestre sera en forte augmentation par l'effet du carnet de commandes, et le résultat opérationnel se redressera.

A moyen terme les choix stratégiques de positionnement et de développement de l'entreprise demeurent pertinents dans tous les métiers du Groupe, et ceci en dépit de la crise économique et de tensions sur certains budgets de la Défense :

- Dans le domaine de la Robotique Navale avec les drones sous-marins et de surface et le SIMBA 455.
- Dans le domaine de la Robotique Terrestre avec la prise de conscience de plus en plus forte des armées de l'utilité de ce type de moyens pour préserver la vie de ses fantassins engagés sur des Théâtres d'Opérations.
- Dans le domaine du Nucléaire et Industrie, les commandes enregistrées depuis fin 2010 confortent notre positionnement. La catastrophe de Fukushima n'aura pas eu d'impact significatif sur cette activité, ECA étant présent en Robotique d'Intervention, dans les projets de démantèlement ainsi que sur le cycle du combustible et des déchets.
- Dans le domaine de la Simulation pour l'entraînement à des situations de plus en plus complexes pour lesquelles la mise en situation réelle est exclue car trop risquée ou trop coûteuse. La croissance du trafic aérien en Asie et les succès remportés par Airbus soutiennent les ventes du TST, les ventes de simulateurs terrestres continuent leur développement en raison de la mise en application progressive de la Directive Européenne relative à la formation des chauffeurs routiers, et de la hausse du prix des carburants et des assurances.

Parties liées

Le détail des transactions avec le Groupe Gorgé et ses filiales figure au II-Etats financiers consolidés § 3.5.

II- Etats financiers consolidés

Bilan consolidé

En K€	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Ecart d'acquisition		10 173	10 173	10 173
Immobilisations incorporelles nettes	2.1	24 105	24 555	24 863
Immobilisations corporelles nettes	2.1	9 783	9 904	10 057
Autres immobilisations financières	2.1	455	598	514
Autres actifs non courants		18	34	18
Impôts différés actif	2.6	3 267	554	655
Total actifs non courants		47 801	45 818	46 280
Stocks et en cours	2.3	17 767	11 216	14 624
Créances d'exploitation	2.3	8 858	11 644	8 801
Clients et comptes rattachés (1)	2.3	56 811	61 203	67 104
Impôt sur le résultat	2.3	2 126	2 472	903
Trésorerie	2.3	7 889	12 532	13 494
Total actifs courants		93 451	99 066	104 926
Total actif		141 253	144 884	151 206
(1) dont Factures à émettre		37 425	33 787	34 064

En K€	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Capital (1)		3 220	3 205	3 208
Primes		21 017	20 515	20 643
Réserves consolidées et résultat (2)		19 260	23 589	28 046
Capitaux propres – part du Groupe		43 497	47 308	51 896
Total intérêts minoritaires		201	200	232
Total capitaux propres		43 697	47 508	52 128
Emprunts et dettes financières (3)	2.5	2 958	8 289	2 968
Engagements envers le personnel		2 469	1 893	1 949
Impôts différés passif	2.6	5 267	5 210	5 612
Autres passifs long terme		1 061	790	1 047
Total passifs non courants		11 756	16 182	11 576
Provisions pour risques et charges	2.7	8 049	948	1 792
Emprunts et concours bancaires	2.5	11 035	7 406	12 477
Fournisseurs	2.8	19 198	22 795	30 631
Autres dettes	2.8	47 173	50 019	42 372
Impôt exigible		344	26	231
Total passifs courants		85 799	81 194	87 502
Total passif		141 253	144 884	151 206
(1) de l'entreprise mère consolidante				
(2) dont résultat de l'exercice		(5 078)	62	4 145
(3) dont Crédit bail		1 794	1 916	1 849

Compte de résultat consolidé

en K€	Notes	1 ^{er} sem.12	1 ^{er} sem.11	31/12/2011
Chiffre d'affaires	1.6	45 801	56 641	129 077
Production stockée		3 017	674	3 907
Production immobilisée		940	1 705	3 102
Autres produits de l'activité		1 161	1 554	2 879
Achats consommés	3.1	(30 563)	(39 203)	(89 893)
Charges de personnel		(18 135)	(17 736)	(35 247)
Impôts et taxes		(651)	(816)	(1 482)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3.2	(2 576)	(2 289)	(5 389)
Ecart d'acquisition		0	0	0
Autres produits et charges opérationnels		130	(54)	(174)
Résultat Opérationnel Courant		(876)	476	6 781
Produits et charges non récurrents	3.6	(6 247)	(109)	(148)
Résultat Opérationnel		(7 124)	367	6 633
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(149)	(152)	(400)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		34	42	127
Coût de l'endettement financier net (a)		(114)	(110)	(272)
Autres produits financiers (b)		133	244	438
Autres charges financières (c)		(104)	(431)	(367)
Charges et produits financiers (d=a+b+c)		(85)	(298)	(201)
Impôt sur le résultat	3.3	2 133	(14)	(2 255)
Q/p de résultat des sociétés mises en équivalence		(3)	(12)	(19)
Résultat net avant cession d'activité		(5 078)	43	4 158
Résultat des activités abandonnées		0	0	0
Résultat net		(5 078)	43	4 158
Part des minoritaires		3	(19)	13
Part du Groupe		(5 081)	62	4 145
RN par action des activités poursuivies	3.4	(0,81)	0,01	0,66
RN par action dilué des activités poursuivies	3.4	(0,81)	0,01	0,66
RN par action de l'ensemble consolidé	3.4	(0,81)	0,01	0,66
RN par action dilué de l'ensemble consolidé	3.4	(0,81)	0,01	0,66

Etat consolidé du Résultat Global

En K€	Notes	1er sem.12	1er sem.11	31/12/2011
Résultat net		(5 078)	43	4 158
Ecart de conversion		59	(175)	44
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		(398)	(167)	(116)
Impôts différés sur écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		133	56	39
Autres éléments du Résultat Global		(206)	(286)	(33)
Résultat Global		(5 284)	(243)	4 125
dont part du groupe		(5 287)	(224)	4 112
dont part des intérêts minoritaires		3	(19)	13

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En K€	Capital	Réserves liées au Capital	Réserves consolidées	Résultat Consolidé	Total	Part Groupe	Minoritaires
Clôture 31 décembre 2010	3 205	20 410	20 533	7 566	51 714	51 485	229
Opération sur le Capital					0	0	
Autocontrôle			(17)		(17)	(17)	
Stocks options IFRS2		105			105	105	
Affectation résultat n-1			7 566	(7 566)	0		
Dividendes			(4 048)		(4 048)	(4 038)	(10)
Résultat net de la période (a)				43	43	62	(19)
Autres éléments du Résultat Global (b) :	0	0	(286)		(286)	(286)	0
Résultat global de la période (a+b)	0	0	(286)	43	(243)	(223)	(19)
Variation %intérêts							
Reclassement							
Clôture 30 Juin 2011	3 205	20 515	23 745	43	47 508	47 308	200

En K€	Capital	Réserves liées au Capital	Réserves consolidées	Résultat Consolidé	Total	Part Groupe	Minoritaires
Clôture 31 décembre 2011	3 208	20 643	24 120	4 158	52 128	51 896	232
Opération sur le Capital	13	355	(368)		0	0	
Autocontrôle			88		88	88	
Stocks options IFRS2		19			19	19	
Affectation résultat n-1			4 158	(4 158)	0	0	
Dividendes			(3 254)		(3 254)	(3 220)	(33)
Résultat net de la période (a)				(5 078)	(5 078)	(5 081)	3
Autres éléments du Résultat Global (b) :			(206)	0	(206)	(206)	(1)
Résultat global de la période (a+b)	0	0	(206)	(5 078)	(5 284)	(5 287)	2
Variation %intérêts							
Reclassement							
Clôture 30 Juin 2012	3 220	21 017	24 539	(5 078)	43 697	43 497	201

Tableau des flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat net consolidé (avant Répart. Groupe/Minos)	(5 078)	43	4 158
+/- Q/p de résultat des sociétés mise en équivalence	3	12	19
+/- Dotations Nettes Amortissements et Dépréciations	2 144	1 993	4 094
+/- Dotations Nettes Provisions (Courant / Non Courant)	6 361	(152)	783
+/- Charges et produits calculés liés aux stocks-opt & assimilés	19	105	153
+/- Autres Charges et Produits calculés	(28)	(12)	(22)
-/+ Plus et Moins values de cessions	(24)	(7)	(24)
CAF (avant neutralisation Cout Endttmt Fin Net et Impôts)	3 396	1 981	9 160
+/- Charge/Produits d'Impôts Différés	(2 725)	(796)	(489)
CAF (après neutralisation Cout Endttmt Fin Net et Impôts)	671	1 186	8 671
+/- Variation BFR lié à l'activité	(3 481)	(7 586)	(7 844)
= Flux Net de Trésorerie Généré par l'Activité	(2 810)	(6 400)	827
- Décaissements / Acq Immos Corp et Incorp	(1 515)	(3 197)	(5 702)
+ Encaissements / Cess. Immos Corp et Incorp	104	113	263
- Décaissements / Acq Immos Fin	(3)	(3)	(39)
+ Encaissements / Cess. Immos Fin	60	1	118
+ Variation comptes courants débiteurs			
+/- Trésorerie nette Acq/Cess filiales		(18)	(18)
+ Subventions investissements			
= Flux Net de Trésorerie / Opérations d'Investissements	(1 354)	(3 104)	(5 377)
+ Sommes reçues lors d'augm de cap.			83
- Dividendes versés aux actionnaires			(3 935)
- Dividendes versés aux minoritaires	(29)	(7)	(10)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	534	5 746	5 855
- Remboursement d'emprunts	(1 400)	(596)	(1 850)
= Flux Net de Trésorerie lié aux Opérations de Financements	(896)	5 143	143
+/- Incidences variations cours des devises	22	(110)	(2)
+/- Acquisitions actions propres	19	(18)	17
= Variation de la Trésorerie Nette	(5 020)	(4 489)	(4 391)

En K€	Solde Ouv.	Activités abandonnées	Var. périmètre	+/- Var BFR Expl	Autre mvt	Ecarts de conversion	30/06/2012
Stocks Nets	14 624	0	0	3 118	0	24	17 767
Clients Nets	67 104	0	0	(10 327)	0	34	56 811
Autres créances Exploitation	8 801	0	0	44	0	13	8 858
CIR et autres créances d'IS	903	0	0	1 220	0	3	2 126
Actifs Courants	91 432	0	0	(5 944)	0	74	85 562
Dettes Fournisseurs (hors four d'immo)	30 352	0	0	(11 086)	(163)	4	19 107
Autres Dettes	42 371	0	0	1 548	16	13	43 947
Impôt exigible	230			114			344
Passifs Courants hors prov.	72 953	0	0	(9 425)	(147)	17	63 398
[Actifs]-[Passifs]	18 479	0	0	3 481	147	57	22 164
Variation du BFR d'exploitation				3 481			
Dividendes non versés	0			(3 225)			(3 225)
Variation du BFR	18 479	0	0	256	147	57	18 939

Notes annexes aux états financiers consolidés condensés

1 Informations générales

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 7 septembre 2012.

1.1.Principaux mouvements de périmètre intervenus sur le premier semestre 2012

Néant.

1.2.Saisonnalité de l'activité

Le Groupe constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2012.

1.3.Principes comptables

Le Groupe prépare des états financiers consolidés condensés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, tels qu'ils figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 avril 2012 (numéro de dépôt D.12-0407).

Les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2012 ont été établis selon des méthodes comptables identiques à celles appliquées pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, à l'exception des nouvelles normes, normes révisées et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 :

- la norme IFRS 7 – Information à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers est sans effet sur les comptes du Groupe au 30 juin 2012.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les nouvelles normes, normes révisées et interprétations non encore obligatoires au 1^{er} janvier 2012 :

- amendement d'IAS 1 – Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) ; IAS 19 Révisée – Avantages au personnel ; amendement d'IAS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents ; IAS 28 Révisée – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ; amendement d'IAS 32 – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers ; amendement IFRS 7 – Informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers ; IFRS 9 – Instruments financiers ; IFRS 10 – États financiers consolidés ; IFRS 11 – Accords conjoints ; IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ; IFRS 13 – Évaluation à la juste valeur ; amendement d'IFRS 1 – Hyperinflation sévère et suppression des dates d'application ferme pour les premiers adoptants ; améliorations annuelles 2009-2011 des IFRS (mai 2012) ; amendement d'IFRS 1 – Prêt gouvernementaux ; IFRIC 20 – Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert.

Ces interprétations et amendements ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

1.4.Principaux évènements 2012

ECA Robotics, filiale à 100% d'ECA SA, a été condamnée dans le cadre d'un litige avec BAé sur un sujet de Propriété Intellectuelle. Ce litige a été jugé en 1^{ère} instance. Par jugement en date du 29 juin 2012, le TGI de Paris a débouté ECA de sa requête en nullité du brevet de BAé, elle a en conséquence été jugée contrefaisante des revendications de ce brevet et condamnée en conséquence (voir communiqué de presse du 3 juillet 2012). ECA a interjeté Appel de cette décision et saisi le Président de la Cour d'Appel de Paris en référé en vue d'obtenir une suspension de la partie financière de la condamnation. L'audience de référé a été fixée au 17 octobre 2012.

ECA Robotics a, en conséquence, provisionné dans ses comptes une somme de 6,2 M€, correspondant à la totalité de l'indemnité provisionnelle et aux frais accessoires du jugement en première instance, qui impacte défavorablement le 1^{er} semestre du Groupe. ECA conteste l'évaluation de cette indemnité.

1.5. Estimations

La préparation d'états financiers intermédiaires nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des jugements et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants figurant dans les états financiers consolidés condensés.

Pour la préparation des états financiers consolidés condensés, la direction a procédé à des estimations et a retenu des hypothèses dans des domaines identiques à ceux retenus pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

1.6. Information sectorielle

Premier niveau d'information sectorielle – secteurs d'activité

Chiffre d'affaires 1^{er} semestre 2012

En K€	France	%	Export	%	Total	%
	Défense - Robotique	11504	40,1%	11509	67,3%	23 013
Civil - Aéronautique	17 206	59,9%	5 581	32,7%	22 788	49,8%
Total	28 710	100%	17 091	100%	45 801	100%
	62,7%		37,3%			

Chiffre d'affaires 1^{er} semestre 2011

En K€	France	%	Export	%	Total	%
	Défense - Robotique	16 710	37,4%	7 083	59,4%	23 793
Civil - Aéronautique	28 012	62,6%	4 836	40,6%	32 848	58,0%
Total	44 723	100%	11 919	100%	56 641	100%
	79,0%		21,0%			

Résultat opérationnel courant

En K€	30/06/2012	%	30/06/2011	%
	Défense - Robotique	(1757)	200%	(1 133)
Civil - Aéronautique	881	-100%	1609	338%
Total	(876)	100%	476	100%

Deuxième niveau d'information sectorielle – zones géographiques export

Chiffre d'affaires par zones géographiques au 30 juin 2012

En K€	France	%	Europe	%	Amérique	%	Asie	%	Moyen-orient	%	Afrique	%	Total	%
	Défense - Robotique	11504	40%	2 448	52%	2 420	66%	6 533	84%	47	13%	62	12%	23 013
Civil - Aéronautique	17 206	60%	2 306	48%	1246	34%	1246	16%	324	87%	459	88%	22 788	50%
Total	28 710	100%	4 754	100%	3 666	100%	7 779	100%	371	100%	521	100%	45 801	100%
	63%		10%		8%		17%		1%		1%		100%	

Chiffre d'affaires par zones géographiques au 30 juin 2011

En K€	France	%	Europe	%	Amérique	%	Asie	%	Moyen-orient	%	Afrique	%	Total	%
	Défense - Robotique	16 710	37%	3 213	69%	601	28%	3 048	82%	186	100%	35	3%	23 793
Civil - Aéronautique	28 012	63%	1471	31%	1538	72%	670	18%	0	0%	1 157	97%	32 848	58%
Total	44 723	100%	4 684	100%	2 140	100%	3 719	100%	186	100%	1 191	100%	56 641	100%
	79%		8%		4%		7%		0%		2%		100%	

2. Notes sur le bilan consolidé condensé

2.1. Flux d'immobilisations et d'amortissements

En K€	Incorp. Acquisies /regroupement d'entreprises	Frais de Développement	Autres incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Valeur nette au 31/12/2011	10 173	21 802	3 061	10 057	514	45 607
Acquisitions / capitalisations		708	319	300	3	1330
Cessions, VNC		(76)		(0)	(60)	(136)
Dotations aux amortissements		(1309)	(260)	(574)		(2 144)
Autre mouvement		6	(164)	(4)	(3)	(165)
Reclassement			-			-
Périmètre, change et autres		18	1	4	1	24
Valeur nette au 30/06/2012	10 173	21 148	2 957	9 783	455	44 516

2.2. Actifs et Passifs destinés à être cédés

Néant.

2.3. Actifs courants

En K€	Valeurs brutes	30/06/2012 Dépréciation	Valeurs nettes	31/12/2011 Net
Matières premières	8 333	(2 429)	5 904	5 706
En-cours	7 438	(39)	7 399	5 234
Produits finis	6 176	(171)	4 464	3 685
Stocks et en-cours	21 947	(4 179)	17 767	14 624
Avances et acomptes versés	3 858		3 858	3 973
Créances sociales	226		226	327
Créances fiscales	3 043		3 043	2 976
Débiteurs divers	838	(187)	651	953
Comptes courants débiteurs	19		19	18
Charges constatées d'avance	1059		1059	554
Créances d'exploitation	9 045	(187)	8 858	8 801
Impôt sur le résultat	2 126		2 126	903
Clients et comptes rattachés (1)	57 089	(278)	56 811	67 104
Disponibilités	5 257		5 257	8 864
Autres équivalents de trésorerie	2 633		2 633	4 630
Trésorerie et équivalents	7 889	0	7 889	13 494
Total Général	98 096	(4 645)	93 451	104 927
			37 425	34 064

(1) Dont Factures à établir

2.4. Capitaux propres

En avril 2012, une augmentation de capital de 25 000 actions a été réalisée, suite à l'attribution définitive de 25 000 actions dans le cadre du plan de distribution d'actions gratuites de décembre 2009.

2.5. Emprunts et dettes financières

en K€	Ouverture	Var. périmètre	Augmentation	Diminution	Reclassement	Autre Mvt	Clôture
Emprunts auprès d'établissement de crédit *	11848		534	(1286)			11097
Retraitement des Crédits-Baux	1849			(55)			1794
Autres dettes financières	883			(59)			824
Concours bancaires	865		280	(865)			280
Emprunts et dettes financières	15 445	0	814	-2 266	0	0	13 994

Les échéances des emprunts sont indiquées ci-après :

en K€	30/06/2012	31/12/2011
- Moins d'un an *	11035	12 477
- Un à deux ans	375	367
- Deux à trois ans	742	561
- Trois à quatre ans	220	281
- Quatre à cinq ans	262	283
- Plus de cinq ans	1360	1476
Total	13 994	15 445

* : dont 9 950 K€ concernant le crédit accordé par le pool bancaire. Un des covenants n'ayant pas été respecté, l'intégralité de la dette est classée à moins d'un an conformément à IAS1. Ce prêt n'est cependant pas exigible immédiatement, un waiver ayant été obtenu de la part du pool courant août 2012. Notons qu'initialement, la part à plus d'un an s'élevait à 3 300 K€.

2.6. Ventilation des impôts différés

	31/12/2011	30/06/2012
- Retraites & prestations assimilées	(601)	(769)
- Frais de développement	6 150	5 949
- Subvention	(299)	(266)
- Crédit bail	134	141
- Fonds de commerce	0	0
- Autres	(7)	(16)
Sous Total	5 377	5 039
Déficits reportables	(4)	(2 746)
Différences fiscales temporaires	(417)	(292)
Sous Total	(421)	(3 038)
Total (1)	4 957	2 000

(1) Impôts différés Passif	5 267
Impôts différés Actif	(3 267)
	2 000

2.7. Provisions pour risques et charges

En K€	Ouverture	Activités Abandonnées	Mouvement Périmètre	Dotations	Utilisations	Reprises	Clôture
Provisions pour litiges	0			6 200			6 200
Provisions pour garanties données	505			80	(80)		504
Provisions pour perte à fin d'affaires	215			161	(104)		272
Provisions pour pénalités de retard	551						551
Provisions autres risques & charges	522						522
Total Provisions pour risques & charges	1 792	0	0	6 441	(184)	0	8 049

Le poste provisions litiges concerne la provision de 6,2 M€ dans le cadre du litige avec BAé (voir §4.1). Cette dotation est classée en « produits et charges non récurrents » au compte de résultat du premier semestre 2012 (voir §3.6).

2.8. Variation du passif courant

En K€	Ouverture	Clôture
Dettes financières à moins d'un an *	11 612	10 755
Concours bancaires	865	280
Emprunts et concours bancaires	12 476	11 035
Fournisseurs et comptes rattachés	30 631	19 198
Avances et acomptes reçus / cdes	20 588	21 613
Dettes sociales	7 324	6 841
Dettes fiscales	4 509	4 271
Comptes courants créditeurs (1)	5	4 714
Dettes diverses	1 316	1 408
Produits constatés d'avance	8 630	8 327
Autres dettes	42 371	47 173

* : dont 9 950 K€ concernant le crédit accordé par le pool bancaire. Un des covenants n'ayant pas été respecté, l'intégralité de la dette est classée à moins d'un an conformément à IAS1. Ce prêt n'est cependant pas exigible immédiatement, un waiver ayant été obtenu de la part du pool courant août 2012. Notons qu'initialement, la part à plus d'un an s'élevait à 3 300 K€.

(1) Il s'agit essentiellement des dividendes à verser pour 3 224 K€.

Les produits constatés d'avance se décomposent comme suit au 30 juin 2012 :

- Subventions et CIR : 4 282 K€
- Contrats à long terme : 4 045 K€

3. Notes sur le compte de résultat consolidé condensé

3.1. Ventilation des achats consommés

En K€	30/06/2012	30/06/2011
Achats matières premières & autres appro.	7 447	5 813
Variation stocks matières premières & autres appro.	(348)	452
Autres achats stockés	8 531	15 775
Achats de sous-traitance	6 530	9 193
Achats non stockés, Matériel et fournitures	430	421
Autres services extérieurs	2 369	2 813
Autres charges externes	5 603	4 736
Total Achats consommés	30 563	39 203

3.2. Dotations nettes aux amortissements et provisions

En K€	30/06/2012	30/06/2011
Reprise sur amortissements		
- immobilisations incorporelles		
- immobilisations corporelles		
Total reprises sur Amortissements	0	0
Reprises sur provisions		
- stocks et encours	33	545
- actifs circulants	3	11
- risques et charges	184	388
Total reprises sur provisions	219	944
Total Reprises aux amortissements et provisions	219	944
Dotations aux amortissements		
- immobilisations incorporelles	1570	1496
- immobilisations corporelles	528	451
- immobilisations leasing	46	46
* sous total dotations aux amortissements	2 144	1 993
Dotations aux provisions		
- stocks et encours	279	873
- actifs circulants	2	120
- risques et charges	371	247
* sous total dotations aux provisions	652	1 241
Total dotations aux amortissements et provisions	2 796	3 233
Total dotations nettes aux amortissements et provisions	2 576	2 289

3.3. Ventilation de l'impôt sur les résultats

Décomposition de l'impôt :

<i>en K€</i>	30/06/2012	30/06/2011
Impôts exigibles	271	438
CVAE	321	372
Impôts différés	(2 725)	(796)
Total	(2 133)	14

Analyse de l'impôt :

30/06/2012

Résultat net des activités poursuivies	- 5 078
Quote-part dans les résultats des entreprises mise en équivalence	- 3
Résultat net avant mise en équivalence	- 5 076
Charge d'impôt	- 2 133
Résultat avant impôt	- 7 209
Taux d'impôt	33,33%
Impôt théorique	- 2 403
Ecart sur différences permanentes	16
CVAE	203
Imputation de déficits antérieurs non activés	-
Déficit de l'exercice non activé	212
Déficit de l'exercice activé	- 447
Crédit d'impôt	- 188
Retraitements non taxés	450
Ecart d'imposition France /étranger	- 2
IS taux réduit	27
Autres	
Charge d'impôt effectivement constatée	- 2 133

3.4. Résultat par action

Les résultats par action se présentent comme suit :

	Index	30-juin-12	30-juin-11
Nombre moyen pondéré de titres (hors autocontrôle)	(d)	6 267 334	6 246 771
Actions ordinaires potentielles dilutives :			
Effet dilutif des options de souscription d'actions	(e)	11301	63 844
Nombre moyen pondéré de titres après dilution	(f) = (d+e)	6 278 635	6 310 615
Ratio			
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)	(g) = (a*1000)/(d')	-0,81	0,01
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)	(h) = (a*1000)/(f)	-0,81	0,01

3.5. Transactions avec les parties liées

en K€	Groupe Gorgé (1)
Compte de résultat 30 Juin 2012	
Chiffre d'Affaires	-
Autres produits	-
Achats	526
Management fees	397
Autres Charges	-
Produits financiers	-
Charges financières	6
+/- val cessions	-

en K€	Groupe Gorgé (1)
Bilan 30 Juin 2012 - Actif	
Immo corporelles & Incorporelles	-
Titres de participation	-
Créances rattachées à des participations	-
Autres immobilisations financières (Prêts)	-
Clients	-
Débiteurs divers	-
C/C Débiteur	-
Intérêts des C/C	-
Charges constatées d'avance	-
Autres créances	-

en K€	Groupe Gorgé (1)
Bilan 30 Juin 2012 - Passif	
Dettes Financières à LT	-
C/C Crédeur	3 188
Fournisseurs	1462

(1) Filiales du Groupe Gorgé

3.6. Produits et charges non récurrents

Les autres produits et charges non récurrents se composent :

- D'une dotation aux provisions de 6 200 K€ dans le cadre du litige avec BAé
- De frais de restructuration pour 47 K€

4. Autres Informations

4.1. Faits exceptionnels et litiges

La société et ses filiales sont engagées dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas et après avis des conseils, les provisions jugées nécessaires ont été, le cas échéant, constituées dans les comptes.

ECA Robotics, filiale à 100% d'ECA SA, a été condamnée dans le cadre d'un litige avec BAé sur un sujet de Propriété Intellectuelle. Ce litige a été jugé en 1ère instance. Par jugement en date du 29 juin 2012, le TGI de Paris a débouté ECA de sa requête en nullité du brevet de BAé, elle a en conséquence été jugée contrefaisante des revendications de ce brevet et condamnée en conséquence (voir communiqué de presse du 3 juillet 2012). ECA a interjeté Appel de cette décision et saisi le Président de la Cour d'Appel de Paris en référé en vue d'obtenir une suspension de la partie financière de la condamnation. L'audience de référé a été fixée au 17 octobre 2012.

ECA Robotics a, en conséquence, provisionné dans ses comptes une somme de 6,2 M€, correspondant à la totalité de l'indemnité provisionnelle et aux frais accessoires du jugement en première instance, qui impacte défavorablement le 1er semestre du Groupe. ECA conteste l'évaluation de cette indemnité.

Un litige oppose actuellement les sociétés ECA EN et ECA à la société MINERVA (anciennement ENT) ancien actionnaire d'ECA EN. Les conséquences de ce litige ne sont pas connues à la date d'arrêté des comptes du 30 juin 2012. Parallèlement à ce litige, la société MINERVA a bloqué le paiement de créances non directement liées. La société ECA EN estime les demandes de la société MINERVA totalement infondées et n'a constitué aucune provision ni au titre du litige proprement, ni à celui des créances non directement liées.

4.2. Effectifs

	1^{er} semestre 2012	1^{er} semestre 2011	Année 2011
Effectifs du Groupe ECA en fin de période.	584	589	599
Total	584	589	599

4.3. Engagements

Les engagements du Groupe tels qu'ils figurent dans l'annexes aux comptes consolidés 2011 n'ont pas évolué de façon significative.

5. Evènements postérieurs

Conformément au PV de l'assemblée générale du 7 juin 2012, un dividende de 0,50€ par actions, payable en actions, a été distribué.

La distribution finale de dividendes en numéraire s'élève à 1 205 K€.

198 932 nouvelles actions ont été créées en septembre 2012. Le capital d'ECA SA est ainsi composé de 6 639 130 actions et s'élève à 3 319 565 €.

III- Attestation du responsable du rapport semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Dominique Vilbois, Président Directeur Général

IV - Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ECA, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière semestrielle.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.4 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés, qui expose l'incidence dans les comptes au 30 juin 2012 de la condamnation en première instance de la société dans le cadre d'un litige qui l'oppose à la société BAé.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Versailles et Courbevoie, le 10 septembre 2012

BDO France - ABPR Ile de France

Philippe Benech

Mazars

Daniel Escudeiro

4. COMMUNIQUES DE PRESSE RECENTS

Les communiqués de presse significatifs du Groupe depuis le 30 juin 2012 sont repris ci-après.

4.1 02/07/2012 : Jugement en première instance dans le cadre d'une action relative à la propriété intellectuelle

Par un jugement de première instance (TGI de Paris) en date du 29 juin 2012, le Groupe ECA a été débouté de son action en nullité d'un brevet dans le cadre d'un litige qui l'oppose à British Aerospace depuis 2004. Cette action avait été faite en réponse à une assignation en contrefaçon de la part de British Aerospace.

Ce litige concerne un Mine Killer K-Ster fabriqué et commercialisé par ECA. Le chiffre d'affaires des projets incluant des Mine Killer K-Ster a représenté en moyenne 3% du chiffre d'affaires du Groupe sur les quatre dernières années avec des marges d'affaires inférieures à celles habituellement constatées.

Le chiffre d'affaires estimé pour cette activité en 2012 est inférieur à 1%.

Par ce jugement ECA a été condamnée en contrefaçon de ce brevet, à l'interdiction de commercialisation d'un type de K-Ster et au versement à British Aerospace d'une indemnité provisionnelle de 6 M€ qui ne faisait pas l'objet de provisions dans les comptes d'ECA au 31 décembre 2011.

ECA conteste ce jugement et a décidé de faire appel. Cet appel n'est pas suspensif. Le Groupe considère par ailleurs que le montant de l'indemnité pour réparation du préjudice est excessif au regard de la réalité des marges effectivement réalisées sur le produit incriminé et du fait que British Aerospace n'a jamais exploité ce brevet.

La reprise de cotation aura lieu le 3 juillet 2012.

4.2 04/07/2012 : ECA renforce son offre en guerre des mines avec un nouveau contrat de la Marine Indienne

ECA Robotics, la filiale d'ECA spécialisée notamment dans la robotique de déminage sous-marin vient de signer avec la Marine Indienne un nouveau contrat pour la fourniture de deux Mine Warfare Data Center (MWDC).

Le MWDC, nouvelle solution développée par ECA

Le MWDC est un centre informatique de traitement des données de guerre des mines. Il est principalement constitué de bases de données cartographiques de localisation et de classification des mines, de systèmes de gestion et de préparation de missions. Le MWDC intègre en particulier les suites logicielles de la filiale Triton Imaging Inc, société acquise fin 2009. Il reçoit les informations issues des différents capteurs tels que les sonars de coques, sonars remorqués et AUV (*Autonomous Underwater Vehicle*).

Le MWDC constitue l'un des outils de la chaîne de lutte contre les mines immergées.

Il complète les robots développés par ECA Robotics dans ce secteur : les AUV Alister (A9, A18 et A 27) et l'USV INSPECTOR (*Unmanned Surface Vehicle*).

Ce nouveau produit illustre parfaitement la stratégie de remontée dans la chaîne de valeur sur les métiers historiques du Groupe.

Commandes supplémentaires de cinq AUV A9

Dans le même temps, ECA Robotics a enregistré cinq nouvelles commandes d'AUV A9 : quatre équiperont le Groupe des Plongeurs Démineurs de la Marine Nationale (après une commande de 2 exemplaires en 2011-*cf. communiqué du 8 février 2011*) et le dernier les Gardes Côtes Japonais en plus de celui déjà commandé en fin d'année dernière (*cf. communiqué de presse du 5 décembre 2011*).

Pour rappel, l'A9 est un petit AUV portable (70 kg), l'A18 est l'AUV de moyenne capacité (400 Kg) et l'A27 l'AUV lourd (1 000 Kg).

Cette gamme d'AUV est destinée, en guerre des mines, à la détection, la localisation et la classification des mines sous-marines. L'A18 et l'A27, qui disposent d'une autonomie supérieure et d'une capacité plus importante d'emport de charges utiles, réalisent également des missions de sécurité et de surveillance maritime, et des missions de mesures océanographiques et environnementales.

7M€ de chiffre d'affaires additionnels en 2012 et 2013

Ces différents contrats représentent environ 7 M€ qui contribueront au chiffre d'affaires du Groupe sur les exercices 2012 et 2013.

4.3 26/07/2012 : Chiffre d'Affaires du premier semestre 2012

En M€	2012	2011	Var. (%)
Chiffre d'affaires consolidé	45,8	56,6	-19,1%
1 ^{er} trimestre	22,2	23,0	-3,5%
2 ^{ème} trimestre	23,6	33,6	-29,7%
Total - Défense / Robotique	23,0	23,8	-3,4%
1 ^{er} trimestre	10,1	10,3	-1,9%
2 ^{ème} trimestre	12,9	13,5	-4,4%
Total - Civil / Aéronautique	22,8	32,8	-30,5%
1 ^{er} trimestre	12,1	12,7	-4,7%
2 ^{ème} trimestre	10,7	20,1	-46,8%

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 ressort à 45,8 M€, en recul de 19,1%, une évolution anticipée qui s'explique par la décroissance programmée dans l'activité Civil/Aéronautique des tranches fermes des contrats Airbus A350 XWB.

Le chiffre d'affaires de ce pôle ressort à 22,8 M€, contre 32,8 M€, en repli de 30,5 %, avec un effet de base défavorable sur le 2^{ème} trimestre (10,7 M€ contre 20,1 M€ au 2^{ème} trimestre 2011) qui avait été marqué l'an dernier par l'avancée significative de ces contrats. Les tranches conditionnelles de certaines lignes PREFAL et KEELBEAM sont toujours en négociation et n'ont pas contribué sur le premier semestre.

L'activité Défense/Robotique a maintenu une activité soutenue, malgré quelques décalages de contrats. Le chiffre d'affaires est en léger repli de 3,4%, à 23,0 M€ (contre 23,8 M€ au 1^{er} semestre 2011). Compte tenu de la saisonnalité historique de ce pôle, le premier semestre est toujours moins important que le second compte tenu des phases d'études.

Les évolutions des deux pôles se traduisent comme prévu par un rééquilibrage dans la contribution au chiffre d'affaires.

Perspectives

Sur le plan commercial, le Groupe continue à enregistrer des succès commerciaux significatifs comme en témoigne les récents contrats représentant 7 M€ dans le secteur de la guerre des mines (cf. *communiqué du 4 juillet 2012*).

Compte tenu de sa saisonnalité habituelle, le Groupe réalisera un chiffre d'affaires significativement plus élevé au second semestre qu'au premier. Pour autant, ECA ne devrait toutefois pouvoir compenser le retard pris au premier semestre, en raison du décalage de projets qui aurait dû entrer en phase d'études.

Le Groupe fera un point sur ses perspectives lors de la publication de ses résultats semestriels le 10 septembre 2012.

Point sur le litige avec British Aerospace

ECA informe par ailleurs avoir interjeté appel et demandé un référé en suspension de la partie financière du jugement dans le cadre du litige qui l'oppose à British Aerospace.

4.4 10/09/2012 : Résultat du premier semestre 2012

En M€	30/06/2012 ⁽¹⁾	30/06/2011
Chiffre d'affaires	45,8	56,6
EBITDA ⁽²⁾	1,7	2,8
% du CA	3,7%	4,9%
Résultat Opérationnel Courant	-0,9	0,5
Résultat Opérationnel	-7,1	0,4
Résultat Net part du Groupe	-5,1	0,1

(1) Les comptes consolidés ont fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes et ont été approuvés par le Conseil d'Administration réuni le 7 septembre dernier.

(2) EBITDA : ROC avant dotations nettes aux amortissements et provisions courantes

Sur le 1^{er} semestre 2012, le chiffre d'affaires du Groupe ressort en repli par rapport à l'exercice précédent à 45,8 M€, un recul anticipé par le groupe du fait de la décroissance des tranches fermes des contrats Airbus A350 XWB et du décalage de notifications de contrats dans le secteur Défense/Robotique. Parallèlement, les tranches conditionnelles PREFAL et KEELBEAM (20/25 M€) correspondant à la montée en cadence de production de l'A350 XWB sont toujours en cours de négociation avec AIRBUS.

Au final, les deux pôles Civil/Aéronautique (49,8%) et Défense/Robotique (50,2%) contribuent de façon égale au chiffre d'affaires du semestre.

Malgré une amélioration de la marge brute des affaires et la politique de réduction des frais de structure, l'EBITDA s'inscrit en recul à 1,7 M€ sur le semestre. Cette évolution est la conséquence d'un volume d'affaires insuffisant et de la comptabilisation de charges sur des projets facturés à l'achèvement et dont la contribution au chiffre d'affaires et aux marges interviendra au 2nd semestre 2012 (3 M€ de production stockée au 30 juin 2012 contre 0,6 M€ au 30 juin 2011).

Le 29 juin 2012, ECA a été débouté de son action en nullité d'un brevet français dans le cadre d'un litige qui l'oppose à British Aerospace, et condamné à l'interdiction de commercialisation du Mine Killer K-Ster C et au versement d'une indemnité provisionnelle de 6 M€ (cf. communiqué de presse du 3 juillet 2012). ECA conteste ce jugement et a interjeté appel. L'audience de référé en suspension de la partie financière, aura lieu le 17 octobre prochain. Dans ces conditions, le Groupe a décidé, au titre du principe de prudence, de provisionner l'intégralité de la somme, soit 6,2 M€ (indemnité provisionnelle et frais accessoires) de charges non récurrentes dans ses comptes semestriels.

Après prise en compte de cette provision, le résultat opérationnel ressort à -7,1 M€.

Le résultat net part du Groupe s'élève à -5,1 M€ après comptabilisation des charges financières nettes et d'un produit d'impôt (2,1 M€).

Une structure financière qui reste saine

Au 30 juin 2012, les capitaux propres du Groupe ressortent à 43,7 M€ et la trésorerie disponible à 7,6 M€.

La dette nette est désormais de 6,1 M€ (2,0 M€ au 31 décembre 2011). Ce niveau d'endettement financier demeure maîtrisé avec un ratio d'endettement net sur fonds propres de 14%.

Le BFR d'exploitation ressort à 22 M€, contre 18,5 M€ au 31 décembre 2011. Cet écart tient compte de la poursuite de décaissements sur les contrats Airbus A350 XWB et des affaires comptabilisées en production stockée (livrées dans les prochains mois). Ces décaissements n'étant pas compensés par des avances de trésorerie d'autres contrats qui sont décalés au 2nd semestre.

En ce qui concerne le dividende (versé à compter du 14 septembre prochain), l'option du paiement en actions a été exercée sur 60% du dividende. Groupe Gorgé a opté pour ce mode de versement et verra son taux de participation passer de 52,44% à 53,48 %.

Perspectives

Cet exercice sera marqué, comme l'an dernier, par un effet de saisonnalité important. Le chiffre d'affaires sera plus significatif au 2nd semestre avec une hausse de la contribution du pôle Défense/Robotique.

A l'image de l'exercice 2011, la rentabilité opérationnelle courante se redressera fortement. Elle tendra vers un niveau conforme aux standards du groupe sur le 2nd semestre.

Sur le plan commercial, le carnet d'offres pondéré à moyen terme (horizon 3/5 ans) demeure élevé (290 M€), en hausse par rapport à l'an dernier. L'Asie et les pays d'Afrique et du Moyen-Orient restent des zones à fort potentiel de développement pour le Groupe à court et moyen terme.

4.5 23/10/2012 : Publication du Chiffre d'Affaires du troisième trimestre 2012

En M€	2012 ⁽¹⁾	2011	Var. (%)
Chiffre d'affaires consolidé (9 mois)	67,1	84,1	-20,2%
1 ^{er} trimestre	22,2	23,0	-3,3%
2 ^{ème} trimestre	23,6	33,6	-30,0%
3 ^{ème} trimestre	21,3	27,5	-22,4%
Défense / Robotique (9 mois)	32,1	33,4	-3,9%
1 ^{er} trimestre	10,1	10,3	-1,9%
2 ^{ème} trimestre	12,9	13,5	-4,4%
3 ^{ème} trimestre	9,1	9,6	-5,2%
Civil / Aéronautique (9 mois)	35,0	50,7	-31,0%
1 ^{er} trimestre	12,1	12,7	-4,7%
2 ^{ème} trimestre	10,7	20,2	-47,0%
3 ^{ème} trimestre	12,2	17,8	-31,5%

(1) Chiffre d'affaires non audité au 3^{ème} trimestre

Le chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre ressort à 21,3 M€ en recul de 22,4%.

L'activité Civil/Aéronautique ressort à 12,2 M€ contre 17,8 M€ sur l'exercice 2011 compte tenu de la décroissance anticipée des tranches fermes des contrats Airbus A350 XWB alors que cette activité avait été particulièrement dynamique à cette même période l'an dernier. L'activité Défense/Robotique ressort à 9,1 M€ contre 9,6 M€ au 3^{ème} trimestre 2011. La production stockée au 1^{er} semestre pour 3 M€ a été livrée en quasi-totalité sur ce trimestre. Les décalages de contrats attendus sur le premier semestre sont entrés en phase d'études et contribueront au chiffre d'affaires du prochain trimestre.

Au final, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe à 9 mois ressort à 67,1 M€.

Point sur le litige BAE

ECA rappelle avoir interjeté appel et demandé un référé en suspension de la partie financière du jugement dans le cadre du litige qui l'oppose à British Aerospace. Le référé a eu lieu le 17 Octobre et la décision devrait être rendue la première quinzaine de novembre.

Pour mémoire, ECA a déjà versé 2 M€ d'indemnité provisionnelle en juillet dernier sur les 6,2 M€ (indemnité provisionnelle et frais accessoires) réclamés par BAE. L'intégralité de la somme réclamée a été provisionnée dans les comptes.

Perspectives confirmées

Le Groupe confirme les perspectives annoncées. Au second semestre, ECA réalisera un chiffre d'affaires supérieur au premier, avec une prépondérance de contribution du pôle Défense/Robotique sur l'ensemble de l'année. Ce chiffre d'affaires ne compensera pas toutefois les décalages de contrats du premier semestre.

En outre, le Groupe confirme qu'au second semestre la rentabilité opérationnelle courante se redressera fortement pour tendre vers un niveau conforme aux standards du Groupe.

4.6 07/11/2012 : Information relative au litige avec British Aerospace

Dans le cadre du litige qui l'oppose à British Aerospace, ECA a été condamnée le 29 juin dernier par le Tribunal de Grande Instance de Paris en contrefaçon d'un brevet (communiqué du 2 juillet 2012). La société avait demandé en référé auprès du 1^{er} Président de la Cour d'Appel de Paris, la suspension de la partie financière de ce jugement (versement de 6,2 M€ à titre d'indemnité provisionnelle et frais

accessoires). En parallèle, ECA avait également interjeté appel du jugement sur le fond, auprès de la Cour d'Appel de Paris.

Le délibéré du référé relatif à la suspension de la partie financière a été rendu ce jour et confirme l'exigibilité du montant de 6,2 M€ (étant rappelé que ECA a déjà versé 2 M€ d'indemnité provisionnelle en juillet dernier).

L'intégralité de la somme (6,2 M€) avait été provisionnée dans les comptes semestriels.

Par précaution, dans l'hypothèse d'une issue défavorable au référé, ECA avait saisi par avance le juge de l'exécution (JEX) du Tribunal de Grande Instance de Toulon pour obtenir un étalement du versement de la somme restant due (4,2 M€) sur un délai de 2 ans (audience du 30 octobre 2012). Le délibéré du JEX sera rendu le 27 novembre 2012.

4.7 13/11/2012 : Raphaël Gorgé est nommé Président Directeur Général d'ECA

La perte en première instance du litige qui l'oppose à BAE a fortement dégradé une performance économique qui était déjà insuffisante depuis 2011. Dans ce contexte, le Conseil d'Administration a entériné, lors de sa réunion du 13 novembre 2012, la démission de Dominique Vilbois de l'ensemble de ses mandats au sein du Groupe ECA et a nommé, sur sa proposition, Raphaël Gorgé au poste de Président Directeur Général du Groupe ECA.

Simultanément, Jean-Jacques Martelli, actuel Secrétaire Général du Groupe ECA est promu Directeur Général Délégué. Jean-Jacques Martelli est entré chez ECA en 2007. Il préside par ailleurs les filiales ECA EN, ECA Sinters et ECA CNAI.

Raphaël Gorgé, PDG de Groupe Gorgé, principal actionnaire d'ECA depuis plus de 20 ans prend donc directement en main le pilotage opérationnel du Groupe et s'assurera que l'organisation en place soit la plus efficace possible mais aussi la mieux armée pour faire face aux importants enjeux commerciaux des trois prochaines années.

4.8 11/12/2012 : Point sur l'activité

Perspectives pour l'exercice 2012

Le chiffre d'affaires du second semestre sera comme prévu nettement supérieur au semestre précédent pour être proche de 100 M€ sur l'année. Le résultat opérationnel courant sera en nette progression sur le semestre, mais inférieur à celui enregistré au S2 2011.

Après une revue exhaustive des activités, il a par ailleurs semblé prudent à la direction de prendre en compte un certain nombre d'ajustements négatifs impactant le compte de résultat de manière ponctuelle :

des frais de restructuration (départ de l'ancien PDG et réorganisation de sites) pèseront à hauteur d'1 M€ ;

des dépréciations d'actifs essentiellement incorporels sont envisagées et pèseront également sur la rentabilité, de l'ordre de 3 M€, sans impact cash.

Ajoutés à l'importante provision passée pour le litige BAE au premier semestre, ces éléments entraîneront un résultat opérationnel fortement négatif sur l'année.

Le taux d'EBITDA, peu impacté par ces éléments non récurrents, restera quant à lui à un niveau plus satisfaisant, mais en baisse par rapport à l'année dernière.

Point sur le litige BAE

Dans le cadre du litige qui l'oppose à British Aerospace (*communiqués des 2 juillet 2012 et 7 novembre 2012*), ECA informe que le délibéré du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de Toulon a été rendu le 4 décembre 2012. Il se prononce en faveur d'un étalement du versement de la somme restant due par ECA à British Aerospace (4,2 M€) en 24 mensualités égales (2 ans).

L'indemnité définitive devra être fixée dans le cadre de la conclusion du jugement de première instance (l'indemnité initiale de 6,2 M€ est provisionnelle). ECA est convaincue que le montant définitif ne sera pas supérieur au montant provisionnel.

En outre, dans le cadre de la procédure d'appel, ECA a déposé ses conclusions au mois d'octobre 2012.

Sauf négociation avec la partie adverse, non entamée à ce jour, la société n'anticipe pas de conclusion de ces différentes procédures avant 24 mois.

Perspectives commerciales

ECA vient de remporter un contrat de développement et fourniture d'équipements sous-marins d'un montant de 10 M€. Des tranches additionnelles à ce contrat pourraient être remportées également dans les prochaines semaines, pour un montant maximum équivalent à la première commande. La réalisation de ce marché devrait s'étaler sur 4 ans.

Par ailleurs, sur le marchés des drones (sous-marins, terrestres, marins de surface) ECA a remis plusieurs offres importantes (plusieurs dizaines de millions d'euros) qui sont en négociations depuis plusieurs trimestres. Leur gain, très incertain à ce jour, pourrait avoir un impact positif important sur les comptes de l'entreprise, éventuellement dès 2013 en fonction de la date à laquelle ces commandes seraient obtenues.

Situation de trésorerie

Les résultats décevants de l'exercice 2012 et les dépenses relatives au litige BAE ont dégradé la trésorerie de l'entreprise. Celle-ci a été confortée depuis plusieurs mois par l'actionnaire majoritaire, Groupe Gorgé, détenteur d'un compte courant de 5,3 M€⁽¹⁾ au 10 décembre 2012. La société réfléchit à un renforcement de sa structure financière.

¹ Le montant indiqué dans le communiqué du 11 décembre est erroné, le montant exact du compte-courant est de 5,6 M€ et non pas 5,3 M€

5 INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES SELECTIONNEES

Bilan Consolidé

en M €	2011	2010	30/06/2012	30/06/2011
Actifs non courants	46,3	44,5	47,8	45,8
Actifs courants	104,9	100,8	93,5	99,1
Actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL ACTIF	151,2	145,3	141,3	144,9
Capitaux propres	51,9	51,5	43,5	47,3
Intérêts minoritaires	0,2	0,2	0,2	0,2
Passifs non courants	11,6	16,5	11,8	16,2
Passifs courants	87,5	77,1	85,8	81,2
Passifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL PASSIF	151,2	145,3	141,3	144,9

Compte de résultat consolidé

(en M €)	2011	2010	30/06/2012	30/06/2011
Chiffre d'affaires	129,1	116,7	45,8	56,6
Résultat opérationnel courant	6,8	11,8	-0,9	0,5
Résultat opérationnel	6,6	11,1	-7,1	0,4
Résultat net avant cession d'activité	4,2	7,6	-5,1	0,0
Résultat net	4,2	7,6	-5,1	0,0
Part des minoritaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat net (part du Groupe)	4,1	7,6	-5,1	0,1

6. FACTEURS DE RISQUES

La société a procédé à une revue de ses risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats. Les risques auxquels la société doit faire face sont présentés aux paragraphes « Degrés d'exposition aux risques » du rapport de gestion 2011 figurant en pages 106 à 108 du document de référence 2011 ainsi qu'au paragraphe 4 « Facteurs de risques » figurant aux pages 13 à 15 du document de référence 2011.

Depuis le dépôt du document de référence, les facteurs de risques figurant ci-dessous ont fait l'objet d'une évolution et font l'objet d'une actualisation. Les données chiffrées présentées ci-après sont arrêtées au 30 juin 2012.

Risques juridiques

Le groupe peut être confronté à des contentieux et litiges avec des tiers. Les litiges en cours font l'objet d'évaluation et de provisions dans les comptes ou sont mentionnés en note annexes des comptes semestriels consolidés condensés relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012.

Affaire BAE :

Cette affaire en cours est décrite au paragraphe 4.1, 4.6 et 4.8 du présent document.

Le délibéré du JEX a été rendu le 4 décembre 2012.

Affaire MINERVA :

Un litige oppose les sociétés ECA EN et ECA à la société MINERVA (anciennement ENT) ancien actionnaire d'ECA EN.

Ce litige est issu de l'activation d'une garantie de passif en 2008. Minerva, qui avait indemnisé ECA à hauteur de 1.5 M€ conteste 3 ans après le fondement même de cette indemnisation. Un protocole d'accord avait été signé par les parties à l'époque.

Les sociétés ECA SA et ECA EN estiment les demandes de la société MINERVA totalement infondées et n'ont constitué aucune provision à ce titre. Un jugement favorable à ECA a été rendu en première instance par le tribunal de commerce de Nantes le 1^{er} Octobre 2012. La partie adverse a interjeté appel de cette décision.

Risque de crédit

Les modalités de remboursement des principaux prêts sont indiquées ci-après :

Caractéristiques des emprunts	Taux	Montant Initial	Solde restant dû 30/06/2012	Echéance	Existence de couverture
Pool Bancaire (1) – Crédit A	EURIBOR 3m +1,2pt	7 000 000 €	1 200 000 €	5 annuités de 2010 à 2015	non
			3 750 000 €	4 annuités de 2012 à 2016	non
Pool Bancaire (1) – Crédit B	EURIBOR 3m +1,2 pt	5 000 000 €	5 000 000 €	crédit revolving	non
Crédit Bail Immobilier	1.62%	2 250 000 €	1 793 813 €	redevance annuelle jusqu'en 2022	non

(1) Les deux lignes d'emprunt (crédit A et crédit B) auprès du Pool Bancaire peuvent être exigible immédiatement en cas de non respect des covenants. Les ratios à respecter concernent l'endettement net et les cash flows disponibles.

Ces covenants font l'objet d'un reporting semestriel aux établissements bancaires, étant noté que seul les ratios annuels font l'objet d'une attestation des commissaires aux comptes. Ces covenants ont été respectés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010. Ils n'ont pas été respectés au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2012.

Sur la base de l'arrêté semestriel du 30/06/2012, le covenant « Cash flow disponible avant service de la dette / Service annuel de la dette » a été brisé, comme il le fut au 31/12/2011.

Un Waiver validant la non-exigibilité de la dette a été accordé par le Pool Bancaire en Août 2012. Par ailleurs, conformément à la convention de crédit, le pool nous a appliqué un doublement de la marge.

Avec l'obtention de ce Waiver, l'échéancier de la dette financière envers notre pool bancaire se détaille comme suit au 30 juin 2012:

- 1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans
6 650	1 650	1 650

Cependant, en respect de la norme IAS 1, la part à plus d'un an de la dette a été classée en comptabilité en dettes à moins d'un an (3.300 K€ au 30/06/2012).

Les autres dettes financière du groupe concernent notamment des avances remboursables (Oséo/Coface pour environ 1 M€) et un crédit bail immobilier. Ces dettes ne sont soumises à aucun respect de covenant.

A compter de février 2013, ECA envisage de ne pas poursuivre sa relation bancaire au travers d'un Pool.

Dans un souci d'amélioration du coût des services bancaires, ECA négociera en bilatéral avec ses partenaires bancaires.

Il est donc envisagé de procéder au remboursement des lignes court terme et moyen terme par renégociation avec chacune des banques. Ces nouveaux engagements ne seront soumis à aucun covenant.

Risque de taux – Covenants financiers

Au 30 juin 2012, l'endettement financier consolidé, qui correspond à la somme des emprunts, dettes financières, retraitements de crédits baux et des concours bancaires (13.994 K€), nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (7.889 K€) s'établit à 6.105 K€ (4.493 K€ en retraitant la valorisation des actions propres détenues au 30 juin 2012).

D'une manière générale, la politique du Groupe en matière de gestion du risque de taux consiste à étudier, au cas par cas, les conventions de crédit conclues sur la base d'un taux d'intérêt variable et à apprécier, avec l'aide de ses conseils financiers extérieurs, l'opportunité de la conclusion d'instruments financiers ad hoc pour couvrir, le cas échéant, le risque de taux identifié. Au 30 juin 2012, aucun instrument de ce type n'a été mis en place.

Concernant les covenants, Cf. § précédent.

Risque de liquidité

Risque de liquidité

ECA a signé en juillet 2008 avec son pool bancaire une convention de crédit d'un montant global de 20 M€ dont 5 M€ pour financer son BFR. Depuis 2008, la société a effectué plusieurs tirages au titre de cette convention :

- en 2009, tirage de 2 M€ pour financer l'acquisition des titres de la société TRITON IMAGING Inc ;
- en 2010, tirage de 4 M€ pour financer l'extension du bâtiment du siège social (2 M€), l'achat de hangars de stockage (1 M€), ainsi que le déploiement du nouvel ERP (1 M€) ;
- en 2011, tirage de 1 M€ pour financer le solde de l'extension du bâtiment sur siège social et utilisation de la ligne de BFR à hauteur de 4,5 M€ ;
- en 2012, utilisation de la totalité de la ligne de BFR de 5 M€.

Le capital restant dû au titre de ces tirages est de 9,5 M€ au 17 décembre 2012.

Le Groupe ECA a par ailleurs un compte courant de 5,6 M€ au 30 novembre 2012 avec son actionnaire principal Groupe Gorgé.

En 2012, Groupe Gorgé a réalisé des apports significatifs en compte-courant car ECA a alors connu des besoins de trésorerie supplémentaires, liés à une baisse de son chiffre d'affaires, de sa rentabilité et aux conséquences du litige avec BAE. Pour faire face à ces nouveaux besoins et compte tenu du soutien de l'actionnaire principal, les banques d'ECA n'ont pas été sollicitées pour réaménager les plafonds de la convention de crédit de 2008.

Le projet d'émission d'obligation convertible et les lignes de crédit court terme (cessions de créances clients) désormais en cours de mise en place permettent d'écarter un risque de liquidité.

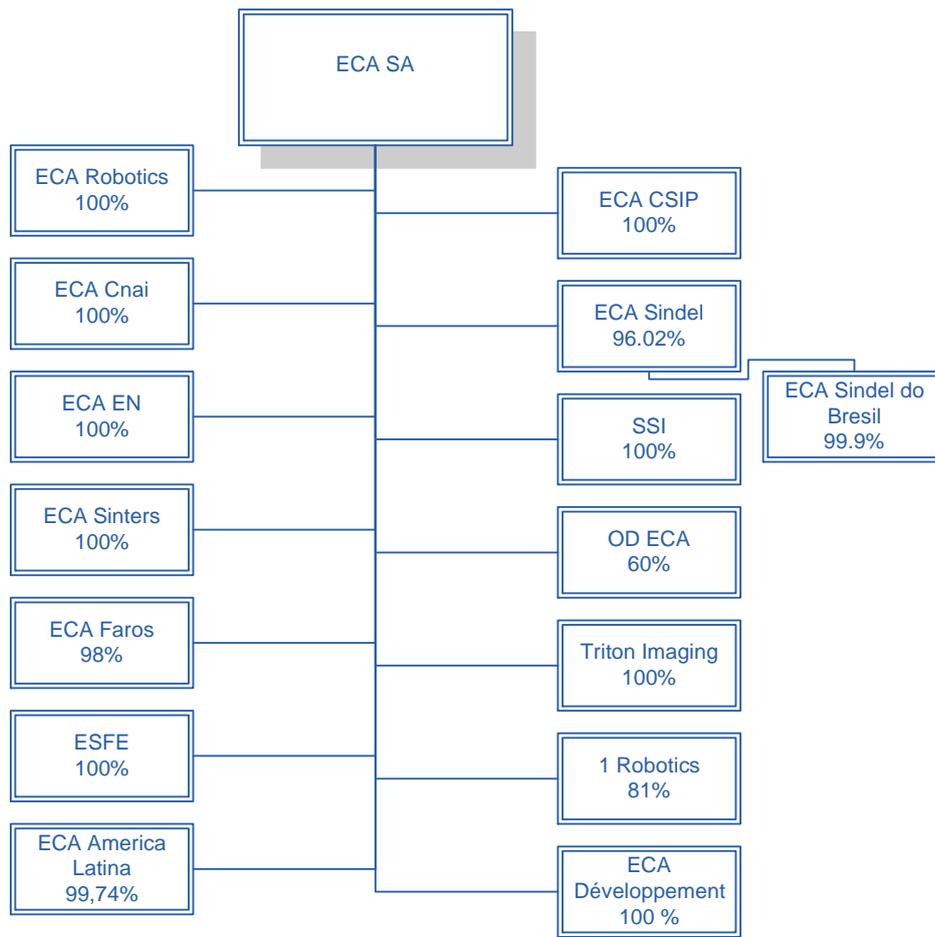
Risques opérationnels

Dépendance à l'égard de l'actionnaire principal, le Groupe Gorgé

Le Groupe GORGE et les différentes entités du pôle ECA ne disposent pas de relation commerciale commune. A ce titre, il n'y a pas aucune dépendance commerciale entre les 2 groupes.

7. ORGANIGRAMME

Organigramme simplifié du Groupe ECA au 30/11/2012



A noter la création d'ECA Sindel Do Bresil sur le 2^{ème} semestre 2012, filiale à 99,9 % d'ECA SINDEL.

Profils des principaux dirigeants du Groupe ECA

- **Raphaël GORGE** : Président Directeur Général
Ingénieur, Raphaël Gorgé est entré dans le Groupe Gorgé en 2004 après un parcours professionnel de 10 ans dans le monde de la Finance et de la technologie. Il a tout d'abord initié et mis en œuvre le désengagement du Groupe Gorgé du secteur automobile (70% du CA en 2004), puis orienté son développement vers de nouveaux domaines d'activité en particulier liés à la sécurité des bâtiments et des personnes. Raphaël Gorgé est Président-Directeur Général du Groupe Gorgé depuis 2011.
- **Jean Jacques MARTELLI** : Directeur Général Délégué
Entré chez ECA en 2007 en tant que Secrétaire Général. Docteur et Ingénieur INSA Lyon, executive MBA INSEAD, exerçait auparavant la Direction Générale de SEMAT (Environnement et Propreté Urbaine). Il préside par ailleurs les filiales ECA EN, ECA Sinters et ECA CNAI.
- **Jean-Jacques PERIOU** : Directeur du Marketing et des Ventes
Entré chez ECA en 2005, ingénieur diplômé de l'INP Grenoble, Monsieur PERIOU occupait avant son arrivée un poste de Directeur commercial Asie au sein du groupe THALES.
- **Jean Louis SAMBARINO** : Directeur Industriel
Entré chez ECA en 2001, ingénieur de l'Armement, Monsieur SAMBARINO occupait avant son arrivée un poste de Responsable Soutien Logistique au sein de DCN.
- **Alexandre MIAUX** : Directeur Administratif & Financier
Entré chez ECA en 2006 en tant que Adjoint au Directeur Administratif & Financier. Monsieur MIAUX est diplômé de l'Institut d'Expertise Comptable de Lille (IEC) et occupait des postes d'Auditeur, notamment chez PriceWaterhouseCoopers, puis Responsable Administratif et Financier chez MESATRONIC.

8. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE

Membre des organes d'administration et de direction générale

Le Conseil d'Administration de ECA SA est composé au XX décembre 2012 de cinq membres à savoir M. Raphaël Gorgé (président du Conseil d'Administration), M. Jean Louis Sambarino, M. Jean Pierre Gorgé, M. Loïc Le Berre et Mme Catherine Benon épouse Gorgé. Monsieur Dominique Vilbois a démissionné de ses fonctions et à été remplacé au poste de PDG par M. Raphaël Gorgé le 13 novembre 2012. Groupe Gorgé a démissionné de son poste d'administrateur en novembre 2012.

La liste des autres mandats et les fonctions exercées par chacun des membres du Conseil d'Administration sont décrites dans le paragraphe « liste de mandats » du rapport de gestion figurant en annexe 1 du document de référence 2011.

A la connaissance de la société, aucun membre du conseil d'administration ni aucun mandataire social (dirigeant) n'a fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation pour fraude, n'a participé en qualité de membre du conseil d'administration ou de dirigeant à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation, n'a fait l'objet d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire, n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

Conflits d'intérêts

Il n'existe pas de conflits d'intérêts entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'un des membres des organes d'administration et de direction générale, et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

A la connaissance de la société ECA, les administrateurs et les dirigeants mandataires sociaux n'ont accepté aucune restriction concernant la cession de leur participation, quand ils en ont une.

9. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Echéance et durée des mandats des organes d'administration et de direction

Le mandat de Président Directeur Général de Raphaël Gorgé court jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes arrêtés au 31/12/2016

Pour les autres mandats, se reporter au paragraphe « Liste des mandats au 31/12/2011 » et « Situation des mandats des administrateurs » du rapport de gestion figurant en annexe 1.

10. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Répartition du capital et des droits de vote au 30 novembre 2012

	Actions	%	Droits de vote	%
Groupe Gorgé	3 550 902	53,48%	6 928 252	69,73%
Autre GG	3 413	0,05%	3 519	0,04%
Delta Lloyd	638 472	9,62%	638 472	6,43%
Salariés (FCPE)	26 448	0,40%	50 796	0,51%
Auto détention	193 395	2,91%		0,00%
Divers nominatifs	114 981	1,73%	203 373	2,05%
Public	2 111 519	31,80%	2 111 519	21,25%
Total	6 639 130	100%	9 935 931	100%

Aucun pacte d'actionnaires ou convention n'a été conclu postérieurement à l'Assemblée Générale du 25 mai 2004.

11. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS

Les opérations avec les apparentés sont décrites dans la rubrique 3.5 « transactions avec les parties liées » des comptes semestriels consolidés condensés figurant au chapitre 3 du présent document.

12. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Montant du capital souscrit et capital potentiel

A la date d'enregistrement du présent document, le capital social de la Société s'élève à la somme de 3.319.565 € euros, divisé en 6.639.130 actions de 0,50 euro de valeur nominale intégralement souscrites, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

ECA SA a mis en place des plans de stocks options, de bons de souscription d'actions et de distribution d'actions gratuites depuis 2005. 1 plan est encore en cours au 30 juin 2012. Au 30 juin 2012, le nombre d'actions potentielles pouvant être créées s'élève à 9 551 sur le plan « options 10,92€ », et 1 750 actions gratuites restent à créer sur le plan d'actions gratuites de 2009. Ces plans sont décrits dans la rubrique 4.2 « Engagement envers le personnel » paragraphe « Paiements en actions » de l'annexe aux comptes consolidés figurant au chapitre 20.3.1 « comptes consolidés au 31 décembre 2011 » du document de référence 2011.

Toute modification du capital social ou des droits attachés aux actions qui le composent est soumise aux prescriptions légales, les statuts de la Société ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

Capital autorisé non émis

TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITE

En Euros	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Utilisation au cours des exercices précédents	Utilisation au cours de l'exercice 2012	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Autorisation d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	21/06/2011	20/08/2013	1 000 000 €	Néant	Néant	1 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital avec maintien du DPS	21/06/2011	20/08/2013	1 000 000 €	Néant	Néant	1 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS par offre au public	21/06/2011	20/08/2013	1 000 000 €	Néant	Néant	1 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS par placement privé	21/06/2011	20/08/2013	1 000 000 €	Néant	Néant	1 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des adhérents d'un PEE	21/06/2011	28/08/2013	1% du capital	3.090 euros 6.180 actions	Néant	15.708 euros 31.416 actions
Autorisation d'émettre des options de souscription ou d'achat d'action	21/06/2011	20/08/2014	10 % du capital	Néant	Néant	10 % du capital
Autorisation d'attribuer des actions gratuites à émettre	21/06/2011	20/08/2014	10 % du capital	Néant	Néant	10 % du capital
Autorisation d'augmenter le capital en rémunération d'un apport de titres ou de VM	7/06/2012	7/08/2014	10 % du capital	Néant	Néant	10 % du capital

Auto-contrôle

Dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2012, ECA SA détenait au 30 novembre 2012 193.395 actions en propre, soit 2,91% du capital social, valorisées 2 070 857 € au bilan en valeur brute, soit 10,71 € par action en moyenne. Au cours de bourse du 30 novembre 2012 de 7,65 €, leur valeur s'élevait à 1 479 472 €. Une provision est comptabilisée à hauteur de 591 385€.

Tableau d'évolution historique du capital social

Date	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises	Augmentation du capital social	Prime d'émission et d'apport	Nombre d'actions avant	Nombre d'actions après	Valeur nominale de l'action	Capital social
14/06/2007	Augmentation de capital en règlement du dividende	152 448	76 223	1 933 041	6 083 915	6 236 363	0,50 €	3 118 181 €
10/10/2007	Augmentation de capital Levée d'options	5 650	2 825	54 014	6 236 363	6 242 013	0,50 €	3 121 007 €
17/06/2008	Augmentation de capital en règlement du dividende	21 398	10 699	220 613	6 242 013	6 263 411	0,50 €	3 132 892 €
22/09/2008	Augmentation de capital Levée d'options	2 000	1 000	19 120	6 263 411	6 265 411	0,50 €	3 133 892 €
28/11/2008	Augmentation de capital Fusion Hytec	23 771	11 885	235 631	6 265 411	6 289 182	0,50 €	3 144 591 €
16/06/2009	Augmentation de capital en règlement du dividende	81 642	40 821	655 586	6 289 182	6 370 824	0,50 €	3 185 412 €
26/02/2010	Actionnariat salarié	26 494	13 247	273 683	6 370 824	6 397 318	0,50 €	3 198 659 €
09/09/2010	Augmentation de capital Levée d'options	11 700	5 850	111 852	6 397 318	6 409 018	0,50 €	3 204 509 €
25/10/2011	Actionnariat salarié	6 180	3 090	80 093	6 409 018	6 415 198	0,50 €	3 207 599
12/04/2012	Augmentation de capital Actions gratuites	25 000	12 500	355 000	6 415 198	6 440 198	0,50 €	3 220 099
07/09/2012	Augmentation de capital en règlement du dividende	198 932	99 466	1 836 142	6 440 198	6 639 130	0,50 €	3 319 565

13. SOMMAIRE / TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE (ANNEXE 1 DU REGLEMENT EUROPEEN 809/2004 DU 29 AVRIL 2004)

INFORMATIONS	Document de référence Pages	Actualisation du document de référence Pages
1. PERSONNES RESPONSABLES		
1.1. Personnes responsables des informations	11	5
1.2. Attestation du responsable du document de référence	11	5
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES		
2.1. Coordonnées	11	5
2.2. Changements		
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES		
3.1 Informations financières historiques	12	33
3.2 Informations financières intermédiaires	N/A	33
4. FACTEURS DE RISQUE	13	33
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR		
5.1. Histoire et évolution de la société		
5.1.1. Raison sociale	16	
5.1.2. Enregistrement au R.C.S	16	
5.1.3. Date de création et durée	16	
5.1.4. Siège social - forme juridique - législation applicable	16	
5.1.5. Événements importants dans le développement des activités de la société	17	
5.2. Principaux investissements		
5.2.1 Réalisés	18	
5.2.2 En cours	18	
5.2.3 Programmés	18 (néant)	
6. APERÇU DES ACTIVITES		
6.1. Principales activités	18	
6.1.1 Opérations et principales activités		
6.1.2 Nouveaux produits		
6.2. Principaux marchés	18	
6.3. Événements exceptionnels	19	
6.4. Degré de dépendance	19	
6.5. Position concurrentielle	19 (Néant)	

INFORMATIONS	Document de référence Pages	Actualisation du document de référence Pages
7. ORGANIGRAMME		
7.1. Description sommaire du groupe	21	35
7.2. Liste des filiales importantes	22	35
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	24	
8.2. Impact environnemental de l'utilisation de ces immobilisations	25	
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT		
9.1. Situation financière	25	7
9.2. Résultat d'exploitation	25	7
9.2.1. Facteurs importants		
9.2.2. Changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets		
9.2.3. Influences extérieures		
10. TRESORERIE ET CAPITAUX		
10.1. Capitaux de l'émetteur	25	
10.2. Flux de trésorerie	25	
10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement	25	
10.4. Restriction à l'utilisation des capitaux	25	
10.5. Sources de financement attendues	25	
11. R&D, BREVETS ET LICENCES	25	
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES		
12.1. Principales tendances	26	
12.2. Éléments susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives	26	
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICES		
13.1. Principales hypothèses	13	
13.2. Rapport des commissaires aux comptes	N/A	
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE		
14.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction de la société	27	36
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale	27	36
15. REMUNERATION ET AVANTAGES		
15.1. Rémunérations versées	27	
15.2. Provisions pour retraites ou autres	27	
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
16.1. Durée des mandats	27	36
16.2. Contrats de service	27	

INFORMATIONS	Document de référence	Actualisation du document de référence
	Pages	Pages
16.3. Comités	27	
16.4. Conformité aux règles du gouvernement d'entreprise	27	
17. SALARIES		
17.1. Répartition des effectifs	36	
17.2. Participations et stock options	36	
17.3. Accord de participation au capital	36	
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
18.1. Répartition du capital	36	37
18.2. Droits de vote différents	36	37
18.3. Contrôle de l'émetteur	36	38
18.4. Accords d'actionnaires	36 (Néant)	
19. OPERATION AVEC DES APPARENTES	36	37
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE		
20.1. Informations financières historiques	37	
20.2. Informations financières pro-forma	37 (Néant)	
20.3. États financiers	38	
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	92	
20.4.1. Déclarations		
20.4.2. Autres informations vérifiées	96	
20.4.3. Autres informations non vérifiées	96 (Néant)	
20.5. Dates des dernières informations financières	96	
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	96	7
20.7. Politique de distribution de dividendes	96	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	96	
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	97	
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES		
21.1. Capital social		
21.1.1. Capital souscrit et autorisé	97	37
21.1.2. Actions non représentatives du capital	97	
21.1.3. Autodétention et autocontrôle	97	38
21.1.4. Valeurs mobilières	97 (Néant)	
21.1.5. Conditions d'acquisition	97 (Néant)	
21.1.6. Options ou accords	98 (Néant)	
21.1.7. Historique du capital	98	39
21.2. Acte constitutif et statuts		
21.2.1. Objet social	98	

INFORMATIONS	Document de référence Pages	Actualisation du document de référence Pages
21.2.2. Règlement des organes de gestion et de contrôle	99	
21.2.3. Droits et privilèges des actions	100	
21.2.4. Modification des droits des actionnaires	100	
21.2.5. Assemblées générales	100	
21.2.6. Éléments de changement de contrôle	102 (Néant)	
21.2.7. Seuils de participation	102	
21.2.8. Conditions régissant les modifications statutaires	102	
22. CONTRATS IMPORTANTS	102	
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	102	
23.1. Déclaration d'expert		
23.2. Autres déclarations		
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	102	27
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	103	



Siège Social

ZI Toulon Est - BP 242 - Rue des Frères Lumière
83078 Toulon cedex 09

Tél : +33 4 94 08 90 00 - Fax : +33 4 94 08 90 70
www.eca.fr